



18, rue Tiphaine  
75732 Paris Cedex 15  
+33 1 45 66 20 20  
[www.inc-conso.fr](http://www.inc-conso.fr)

## **JURISTE DROIT PRIVE – CONSOMMATION** **SECRETAIRE DE LA COMMISSION DES CLAUSES ABUSIVES H/F** **En CDI**

L'Institut National de la Consommation (INC) est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), créé en 1966, centre d'expertise et d'information au service des consommateurs et de leurs associations. Il est également le producteur de l'émission *Consomag*, l'éditeur du site de service public [www.inc-conso.fr](http://www.inc-conso.fr) et du magazine *60 Millions de Consommateurs*.

### **L'INC recrute pour son siège basé à Paris 15<sup>ème</sup> :**

Un Juriste en droit privé – consommation secrétaire de la Commission des clauses abusives H/F au sein du service Juridique économique de l'INC.

### **Les principales activités du Juriste en droit privé – consommation secrétaire de la CCA H/F :**

Le juriste H/F est chargé d'un ou de plusieurs secteurs spécifiques dont il (elle) est responsable (pratiques commerciales, commerce et services, énergie...).

Il aura également à suivre sur demande en collaboration du chef de service des dossiers juridiques relatifs au fonctionnement de l'INC (contrats avec les fournisseurs...).

Il réalise des études qualitatives et/ou quantitatives afin d'éclairer les consommateurs sur leurs choix et également de favoriser leur protection.

Il est conduit à développer une activité de représentation de l'INC, de proposition et de conseil, notamment auprès de la direction.

En parallèle et de manière distincte, il assure les missions de secrétaire de la Commission des clauses abusives (CCA) : il est responsable du bon fonctionnement de la Commission et de la coordination de ses travaux, du suivi des actions de partenariat et de coopération engagées par celle-ci ainsi que du reporting du point de vue budgétaire.

### **Activités principales :**

- Elaborer et réaliser des études, dossiers, articles, fiches pratiques ou autres livrables sur les secteurs suivis,
- Fournir des informations et avis techniques auprès de différents interlocuteurs : associations de consommateurs, journalistes, etc.,
- Assurer le suivi de la sous-traitance d'une étude ou d'une recherche effectuée par un organisme extérieur,
- Participer, avec les journalistes et le service Communication, éducation et développement, aux différentes publications de l'INC, notamment à la mise au point des articles relatifs aux secteurs concernés dans les différents médias,
- Etre force de proposition en matière de contenus innovants ainsi qu'au niveau de la prise en main des techniques numériques (articles sur le web...),
- Représenter, à la demande de la direction, l'INC dans des instances ou manifestations extérieures : groupes de travail (Conseil National de la Consommation...), colloques, émissions de radios et de télévision, etc.,
- Elaborer des stages de formation et/ou intervenir auprès de publics divers dont les associations de consommateurs,
- Apporter son concours sur demande du chef de service sur des dossiers juridiques relatifs au fonctionnement de l'INC,

**L'innovation  
au service  
des consommateurs**

Établissement Public  
Industriel et Commercial  
RCS Paris : B 381 856 723  
SIRET : 381 856 723 00022  
N° TVA intracommunautaire :  
FR 84 381 856 723  
Code APE : 8413 Z

**Mise à jour : le 21/07/2021**

Page 1 sur 2

**ANNONCE : Juriste droit privé – consommation secrétaire de la Commission des clauses abusives**



18, rue Tiphaine  
75732 Paris Cedex 15  
+33 1 45 66 20 20  
www.inc-conso.fr

## JURISTE DROIT PRIVE – CONSOMMATION

### SECRETAIRE DE LA COMMISSION DES CLAUSES ABUSIVES H/F

#### En CDI

- Assurer le secrétariat de la Commission des clauses abusives : gestion des convocations et des réunions, veille juridique et média sur les sujets intéressant la Commission et alimentation en contenus du site de la Commission ; suivi de l'instruction des requêtes et de la rédaction des rapports ; réponse aux demandes d'information des consommateurs, activité de formation ; a représentation de la Commission à l'occasion de réunions, pilotage de la communication, rédaction du rapport d'activité ; recherche et instruction des dossiers de partenariat institutionnel et de coopération internationale, archivage des dossiers et reporting du point de vue budgétaire, dans le domaine de compétence de la Commission.

#### **Profil recherché :**

- ❖ **Formation :** Titulaire d'un diplôme BAC + 5, Master 2 ou équivalent en droit privé avec de très bonnes connaissances du droit de la consommation.

Expérience professionnelle souhaitée d'au moins trois ans dans un poste de juriste « Droit privé - droit de la consommation ».

- ❖ **Connaissances et compétences nécessaires :**

- Savoir-faire techniques :
  - Solides connaissances dans le domaine juridique.
  - Pratique de l'anglais lu, parlé, écrit
  - Capacité d'analyse et de synthèse
  - Capacité rédactionnelle
  - Aptitude à la communication orale
- Savoir-faire relationnels :
  - Sens de l'écoute, excellent relationnel
  - Sens de l'organisation, sens de l'initiative, travail en équipe
  - Sens du respect de la confidentialité, de la discrétion
  - Rigueur et dynamisme

#### **Rattachement hiérarchique :**

Placé sous l'autorité du chef du service juridique, économique et de la documentation  
Placé sous l'autorité de la direction générale en ce qui concerne la mission de secrétaire de la Commission des clauses abusives

**Service de rattachement :** Service des études juridiques et économiques

**Type de contrat :** CDI

**Statut :** Cadre

**Temps de travail :** Temps plein (100 % soit 151,67 heures)

**Modalité d'aménagement du temps de travail :** Horaires fixes (36 h 15 / semaine – 6 RTT / an)

**Rémunération :** Selon profil

⇒ **Indice minimal de recrutement :** 248 (soit 2 529.60€ brut / mois ou 32 884.80€ brut sur 13 mois pour un temps plein)

**L'innovation  
au service  
des consommateurs**

Établissement Public  
Industriel et Commercial  
RCS Paris : B 381 856 723  
SIRET : 381 856 723 00022  
N° TVA intracommunautaire :  
FR 84 381 856 723  
Code APE : 8413 Z

**Mise à jour : le 21/07/2021**

Page 2 sur 2

**ANNONCE : Juriste droit privé – consommation secrétaire de la Commission des clauses abusives**